

Une filière santé et sécurité au travail en cours de professionnalisation : Meilleures connaissances, repérage et montée en compétence des acteurs de la filière (assistants de prévention, représentants des personnels au CHSCT, médecin de prévention...)

L'UNSa-Justice et l'USM ont proposé et obtenu une formation des représentants des personnels incluant notamment les aspects réglementaires : danger grave et imminent, droit d'alerte et de retrait, registre santé et sécurité au travail, etc... (47% formés à ce jour). Malgré cette bonne volonté affichée, les moyens manquent cruellement sur le terrain pour avoir des conditions de travail acceptables. Pour cause, aucune ligne budgétaire n'existe...

Où sont les ressources humaines et budgétaires ?

L'UNSa-Justice et l'USM ont également insisté sur la création d'une direction spécifiquement dédiée au sein du Ministère de la Justice. Il est grand temps que ce Ministère (comme les autres d'ailleurs) passe de l'amateurisme au professionnalisme. Toutes les grandes structures (villes, entreprises, etc.) s'y sont mises.

Qu'attend l'état Français pour réagir ?

Avancement du plan d'action ministériel de lutte contre les RPS : en l'absence de moyens et d'engagements concrets du ministère sur ce plan, **l'UNSa-justice et l'USM** ont tiré la sonnette d'alarme sur la situation actuelle très préoccupante... Nous avons également été à l'initiative de l'organisation d'une formation « **obligatoire** » de 2 jours pour les acteurs de la filière. Suite au travail du CHSCTM, les chefs de service seront fortement sensibilisés sur ces problématiques par l'intermédiaire de questionnaires, de formations et d'une mallette pédagogique.

Phénomènes de violence : le ministère joue la montre...

Ce sujet devait être traité rapidement. Cependant on nous invoque aujourd'hui le droit à l'image pour limiter le visionnage de vidéos d'agressions. **De qui se moque-t-on ?** Ce sujet serait-il si gênant ? Les directions de ce ministère démontrent pour l'instant leur **manque de courage** à prendre ce problème à bras le corps, et surtout à assumer leurs responsabilités.

L'UNSa-Justice et l'USM ont réaffirmé leur position et l'intention de voir délocaliser le prochain CHSCTM à l'établissement de soin du Courbat. Nous avons aussi émis l'hypothèse de la création par le ministère d'une structure identique pour ses agents. **Il y a urgence !**

Personnels en situation de handicap : l'état hors la loi !

L'UNSa-Justice et l'USM ont demandé que ce point soit abordé en CHSCTM : Nous sommes tous susceptibles d'être un jour touché par le handicap. Des lois existent, notamment sur l'accessibilité, mais où en est-on vraiment de leur application ?

5,5 millions d'euros de pénalités versé par ce ministère l'année dernière pour non-respect des obligations : **une inadmissible démonstration de légèreté pour le ministère garant des droits !**

En conclusion, la situation actuelle mérite que l'on aille plus loin que ce qui est produit aujourd'hui : des lignes doivent être bougées !